



PAR COURRIEL

Québec, le 15 novembre 2024



N/Réf. : 91557

**Objet : Votre demande d'accès aux documents**




Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 11 novembre dernier, laquelle est ainsi libellée :

« [...] je désire recevoir le ou les documents suivants :

- La liste des organismes soumis aux mesures concernant le gel de recrutement au 1<sup>er</sup> novembre 2024, incluant les exceptions. »

Vous trouverez ci-joint le document détenu par le Secrétariat du Conseil du trésor concernant votre demande.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, , nos salutations distinguées.

*Original signé*

Maxime Perreault  
Responsable de l'accès aux documents et  
de la protection des renseignements personnels

p. j.

Organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1 <sup>er</sup> novembre 2024* (Exceptions)				
Portefeuilles	Organismes	Gel de recrutement	Limitation du temps supplémentaire	Limitation des dépenses de déplacement
<b>Assemblée nationale et personnes désignées</b>				
	LFP Assemblée Nationale			
	LFP Protecteur du citoyen			
	LFP Vérificateur général			
	LFP Directeur général des élections			
	LFP Commissaire au lobbyisme			
	LFP Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
	LFP Commissaire à la langue française			
<b>Affaires municipales et Habitation</b>				
	LFP Affaires municipales et Habitation	x	x	x
	LFP Commission municipale du Québec	x	x	x
	LFP Tribunal administratif du logement	x	x	x
	LFP Société d'habitation du Québec	x	x	x
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>				
	LFP Agriculture, Pêcheries et Alimentation	x	x	x
	LFP Commission de protection du territoire agricole du Québec	x	x	x
	LFP Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	x	x	x
	LFP La Financière agricole du Québec	x	x	x
	HFP Institut de technologie agroalimentaire du Québec	x	x	x
<b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>				
	LFP Conseil du trésor et Administration gouvernementale	x	x	x
	LFP Office des professions du Québec	x	x	x
	LFP Centre d'acquisitions gouvernementales	x	x	x
	LFP Commission de la fonction publique	x	x	x
	HFP Autorité des marchés publics	x	x	x
	HFP Société québécoise des infrastructures	x	x	x
	HFP Commission de la capitale nationale du Québec	x	x	x
<b>Conseil exécutif</b>				
	LFP Conseil exécutif	x	x	x
	LFP Commission d'accès à l'information	x	x	x
	HFP Centre de la francophonie des Amériques	x	x	x
<b>Culture et Communications</b>				
	LFP Culture et Communications	x	x	x
	LFP Conseil du patrimoine culturel du Québec	x	x	x
	HFP Conseil des arts et des lettres du Québec	x	x	x
	HFP Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	x	x	x
	HFP Bibliothèque et Archives nationales du Québec	x	x	x
	HFP Société de développement des entreprises culturelles	x	x	x
	HFP Musée d'Art contemporain de Montréal	x	x	x
	HFP Musée de la Civilisation	x	x	x
	HFP Musée national des beaux-arts du Québec	x	x	x
	HFP Société de la Place des Arts de Montréal	x	x	x
	HFP Société du Grand Théâtre de Québec	x	x	x
	HFP Société de télédiffusion du Québec	x	x	x
<b>Cybersécurité et Numérique</b>				
	LFP Cybersécurité et Numérique	x	x	x
	LFP Fonds de la cybersécurité et du numérique	x	x	x
<b>Économie, Innovation et Énergie</b>				
	LFP Économie, Innovation et Énergie	x	x	x
	LFP Commission de l'éthique en science et en technologie	x	x	x
	LFP Fonds des ressources naturelles	x	x	x
	HFP Fonds de recherche du Québec - Société et culture	x	x	x
	HFP Fonds de recherche du Québec - Santé	x	x	x
	HFP Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	x	x	x
	HFP Régie de l'énergie	x	x	x
	HFP Société du parc industriel et portuaire de Bécancour			
	HFP Hydro-Québec			
	HFP Investissement Québec			
<b>Éducation</b>				
	LFP Éducation	x	x	x
	LFP Conseil supérieur de l'éducation	x	x	x
	LFP Protecteur national de l'élève	x	x	x
	HFP Société des établissements de plein air du Québec	x	x	x
	HFP Institut national des mines	x	x	x
	HFP Centres de services scolaires et commissions scolaires	Exclus du gel à l'exception du personnel administratif	x	x
	HFP Commission scolaire pour les autochtones Cris, Inuit et Naskapis			
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>				
	LFP Emploi et Solidarité sociale	x	x	x
	LFP Conseil de gestion de l'assurance parentale	x	x	x
	HFP Office de la sécurité économique des chasseurs cris	x	x	x
<b>Enseignement supérieur</b>				
	LFP Enseignement supérieur	x	x	x
	LFP Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	x	x	x
	HFP Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	x	x	x
	HFP Cegep	Exclus du gel à l'exception du personnel administratif	x	x
	HFP Université du Québec ainsi que ses universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures au sens de la Loi sur l'Université du Québec		x	x
<b>Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs</b>				
	LFP Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	x	x	x
	LFP Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	x	x	x
	HFP Fondation de la faune du Québec	x	x	x
	HFP Société québécoise de récupération et de recyclage	x	x	x
<b>Famille</b>				
	LFP Famille	x	x	x
	LFP Curateur public	x	x	x

\* Une exemption au gel de recrutement peut être accordée par le SCT en considération de critères relatifs, notamment, à la santé et à la sécurité des citoyens.

Organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1 <sup>er</sup> novembre 2024 (Exceptions)				
Portefeuilles	Organismes	Gel de recrutement	Limitation du temps supplémentaire	Limitation des dépenses de déplacement
Finances				
	LFP Finances	x	x	x
	LFP Retraite Québec	x	x	x
	LFP Institut de la statistique du Québec	x	x	x
	LFP Fonds de financement	x	x	x
	LFP Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	x	x	x
	HFP Autorité des marchés financiers	x	x	x
	HFP Agence du revenu du Québec	x	x	x
	HFP Société des alcools du Québec			
	HFP Loto-Québec			
	HFP Financement-Québec	x	x	x
Immigration, Francisation et Intégration				
	LFP Immigration, Francisation et Intégration	x	x	x
Justice				
	LFP Justice	x	x	x
	LFP Directeur des poursuites criminelles et pénales	x	x	x
	LFP Conseil de la magistrature	x	x	x
	LFP Fonds d'aide aux actions collectives	x	x	x
	LFP Office de la protection du consommateur	x	x	x
	LFP Fonds Accès Justice	x	x	x
	LFP Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	x	x	x
	LFP Fonds des registres du ministère de la Justice	x	x	x
	LFP Magistrature et nomination des juges			
	LFP Fonds du Tribunal administratif du Québec	x	x	x
	HFP Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	x	x	x
	HFP Commission des services juridiques	x	x	x
	HFP Société québécoise d'information juridique	x	x	x
Langue française				
	LFP Langue française	x	x	x
	LFP Office québécois de la langue française	x	x	x
Relations internationales et Francophonie				
	LFP Relations internationales et Francophonie	x	x	x
	LFP Conseil du statut de la femme	x	x	x
	HFP Office Québec-Monde pour la jeunesse	x	x	x
Ressources naturelles et Forêts				
	LFP Ressources naturelles et Forêts	x	x	x
	LFP Fonds d'information sur le territoire	x	x	x
	LFP Fonds des ressources naturelles (MRNF)	x	x	x
	HFP Société du Plan Nord	x	x	x
	HFP Société de développement de la Baie-James	x	x	x
Santé et Services sociaux				
	LFP Santé et Services sociaux	x	x	x
	LFP Régie de l'assurance maladie du Québec	x	x	x
	LFP Commissaire à la santé et au bien-être	x	x	x
	LFP Office des personnes handicapées du Québec	x	x	x
	HFP Institut national de santé publique du Québec	x	x	x
	HFP Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	x	x	x
	HFP Corporation d'urgences-santé	x	x	x
	HFP Héma-Québec	x	x	x
	HFP Centres intégrés de santé et de services sociaux, centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, établissements publics	Exclus du gel à l'exception du personnel administratif	x	x
	HFP Conseil régional institué par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris			
	HFP Agence Santé Québec	Exclus du gel à l'exception du personnel administratif	x	x
Sécurité publique				
	LFP Sécurité publique	x	x	x
	LFP Commissaire à la déontologie policière	x	x	x
	LFP Bureau du coroner	x	x	x
	LFP Régie des alcools, des courses et des jeux	x	x	x
	LFP Sûreté du Québec	x	x	x
	LFP Tribunal administratif de déontologie policière	x	x	x
	LFP Bureau des enquêtes indépendantes	x	x	x
	LFP Commission québécoise des libérations conditionnelles	x	x	x
	LFP Fonds des services de police	x	x	x
	LFP Commissaire à la lutte contre la corruption		x	x
	HFP École nationale de police du Québec	x	x	x
	HFP École nationale des pompiers du Québec	x	x	x
Tourisme				
	LFP Fonds de partenariat touristique	x	x	x
	HFP Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique	x	x	x
	HFP Société du Centre des congrès de Québec	x	x	x
	HFP Société du Palais des congrès de Montréal	x	x	x
Transports et Mobilité durable				
	LFP Transports et Mobilité durable	x	x	x
	LFP Société de l'assurance automobile du Québec	x	x	x
	LFP Fonds aérien	x	x	x
	LFP Fonds des réseaux de transport terrestre	x	x	x
	LFP Fonds de gestion de l'équipement roulant	x	x	x
	LFP Commission des transports du Québec	x	x	x
	HFP Société des Traversiers du Québec	x	x	x
Travail				
	LFP Travail	x	x	x
	LFP Régie du bâtiment du Québec	x	x	x
	LFP Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	x	x	x
	LFP Fonds du Tribunal administratif du travail	x	x	x

\* Une exemption au gel de recrutement peut être accordée par le SCT en considération de critères relatifs, notamment, à la santé et à la sécurité des citoyens.

## AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

### RÉVISION

#### a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

##### Québec

525, boul. René-Lévesque Est  
Bureau 2.36  
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

##### Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 18.200  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196  
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**  
Courrier électronique : [cai.communications@cai.gouv.qc.ca](mailto:cai.communications@cai.gouv.qc.ca)

#### b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).